Pourquoi On Resterait Calme?

Qu'elles abîment des majeures ou des mineures, les prisons sont régulièrement et depuis toujours secouées par des révoltes. Quel que soit le nom donné aux différentes structures pénitentiaires : le bruit de la clé dans la serrure d'une cellule est une torture quotidienne, l'isolement une abomination, la fin du parloir une souffrance, et le temps enfermé un sablier qui tue à petit feu.

En mai 2011, la quasi totalité des détenus de l'Établissement Pénitentiaire pour Mineurs (EPM) de Lavaur se révolte et saccage des dizaines de cellules. La réponse de l'Administration Pénitentiaire (AP) et de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ) est tristement banale : mesures d'isolement, conseils disciplinaires, transferts, ainsi qu'une descente des Équipes Régionales d'Intervention et de Sécurité (ERIS), spécialistes cagoulés du matage des luttes en prisons. Pendant qu'on détruit un peu plus les gamins pour leur apprendre qu'ici, on ne se révolte pas, les éducateurs et éducatrices de la PJJ saisissent l'opportunité médiatique pour apitoyer sur les conditions de leur travail avec ces « enfants irrécupérables ».

Le discours porté alors par les torchons locaux, nationaux et autres porte-paroles du maintien de l'ordre ne parvient pas à duper tout le monde. Un certain nombre de personnes touchées par la colère qu'expriment les jeunes détenus décide de manifester leur solidarité. Chercher à capter leur version des faits, réfléchir les moyens de la faire circuler, casser la condamnation unanime de cette révolte, faire savoir à l'intérieur que dehors des gens se bougent et pensent à eux...

Le simple fait de se rendre le plus souvent possible à Lavaur aux heures de parloir pour rencontrer les familles et discuter avec les proches étonne, dérange et irrite les autorités locales qui s'empressent de faire appel aux gendarmes pour empêcher tout échange.

Le 5 juillet dernier, une dizaine de personnes ont pénétré dans les locaux de la Direction Interrégionale de la PJJ, à Labège dans la banlieue de Toulouse, pour manifester contre l'incarcération des mineurs. Selon La Dépêche du 6 juillet, qui s'appuie sur les déclarations faites aussitôt à la presse par le procureur de la République Valet, ces personnes étaient « "armées" de bouteilles dont elles ont déversé le contenu sur les bureaux et les ordinateurs. Un liquide marron au relent d'ammoniaque et qui pourrait contenir de l'urine et des excréments humains ». Elles sont reparties « après avoir lancé des tracts qui contiendraient des propos injurieux sur l'action éducative menée par la PJJ ». Si l'acte réalisé à Labège n'a pas été revendiqué, il est survenu quelques semaines après celui d'Orvault, en Loire-Atlantique, où des gens ont écrit sur les murs de la PJJ de Nantes : « L'EPM tue » à la suite du suicide d'un mineur placé dans l'établissement pénitentiaire pour mineurs de cette ville.

L'action aurait « traumatisés » les éducateurs et le personnel qui s'affairaient à leur tâche de chaque jour : séparer des mômeS de leurs proches et de leurs familles jugées inaptes à les élever, enfermer des enfants dans une multitude de structures plus répressives les unes que les autres (centres éducatifs renforcés, centre éducatifs fermés, prison pour mineurs...).

Qui traumatise qui ?

Quatre mois plus tard, le mardi 15 novembre à Toulouse, 7 domiciles sont perquisitionnés par une centaine de gendarmes qui saisissent ordinateurs, téléphones, livres, affiches et effets personnels de touTEs les habitantEs. A l'issue de ces perquisitions, 7 personnes sont placées en garde à vue, 4 autres sont auditionnées, et une famille en cours de régularisation est arrêtée puis relâchée dans la journée.

Après 32h de garde à vue, 4 sont placées en détention provisoire sur demande du juge

d'instruction Suc. Une cinquième est placée sous contrôle judiciaire, une sixième doit rester à disposition du juge pour le reste de l'instruction en tant que « témoin assisté ».

Illes sont mis en examen pour : « participation à un groupement formé en vue de la préparation de violences contre les personnes ou de destruction ou de dégradations de biens », « violence commise en réunion sans incapacité » et « dégradation ou détérioration du bien d'autrui commise en réunion ». Tout ça pourquoi ? Deux tags et un sceau de caca ? Le fait de visiter en journée certains collaborateurs de l'enfermement semble relever d'un intolérable culot. Mais soyons sérieux, au regard de la situation faite aux mineurs détenus, et plus largement à l'ensemble de la population carcérale, cette action paraît bien modérée.

Qui se fout de la gueule de qui ?

La Police contrôle, pacifie, tue. La Justice enferme, anéantie, tue.

La répression n'est pas aveugle et encore moins anodine. Elle vise celles et ceux qui, malgré leur position dans la société qui les voudrait pauvres et dociles, refusent ce sommeil. Un jour les « anars », un jour les étudiantes, un jour les ouvriers grévistes, la liste des mouvements sociaux criminalisés est infinie...

Sur Toulouse, pendant le mouvement des retraites des personnes écopent de mois de sursis pour un tag, à la fac des étudiantes sont condamnées pour une occupation pendant une grève, dans les boites des travailleur-euses sont sanctionnées pour telle ou telle action, des squats où l'on fait intervenir le GIPN et où la justice prend des licences avec ses propres règles.

Ce n'est pas un milieu que l'on cible, c'est la capacité d'action de toute lutte. Dès que la contestation sort du cadre légal qui ne laisse d'autre choix que d'organiser une jolie manifestation plonplomb déposée en préfecture, on s'expose à une répression aussi mégalomanie que ses commanditaires. Saupoudrons le tout de termes tels que « mouvance anarchiste », « anarcho-autonome », « gauchistes », que la justice et les médias affectionnent tant et la tambouille médiatico-judiciaire est servie ! Cuisine rendue volontairement indigeste pour faire croire que ces luttes ne concernent qu'une bande d'inadaptés extrémistes et incurables. Alors qu'à Toulouse comme ailleurs, la police et les corps répressifs sont partout, nous pourrissent la vie à tous et toutes, des banlieues au centre-ville, en effectif toujours plus nombreux et toujours plus armés. Ce qu'ils appellent « ville propre » c'est une ville livrée aux bourgeois et au commerce, mortifère, aseptisée, où rien ne dépasse et où tout est sous le contrôle des caméras, des forces de l'ordre, des "bons citoyens".

Qui terrorise qui ?

Qu'illes aient ou non fait partie de l'expédition qui nous avait réjoui à l'époque, nous sommes solidaires des inculpé-es

Nous ne voulons pas de ce monde qui nous contrôle et nous emmure.

Leurs matraques ne nous feront pas taire, ni marcher d'un seul pas !

Au contraire, exprimons notre solidarité avec rage et détermination !

Exigeons l'arrêt des poursuites et la libération pour les inculpés du 15 novembre !

MANIF LE 17 DEC RDV 14H JEAN JAURES

Laissez libre cours à votre imagination pour tout acte de solidarité dans chaque ville

Contact du « Collectif Liberté pour les inculpé.e.s du 15 novembre » : nonalepm@riseup.net
<http://pourlaliberte.noblogs.org/>

Soutien financier (cantine en prison et frais de justice) envoyez vos chèques à l'ordre de « Maria », CAJ c/o Canal Sud 40 rue Alfred Duméril 31400 Toulouse

Réunion tous les mardi 20h à Canal sud,
pour organiser la solidarité avec les inculpéEs et préparer la manif.